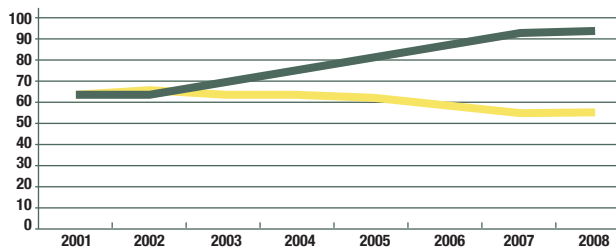


LA RÉCESSION

par NORMAND PÉPIN



Évolution de la valeur du dollar canadien et du nombre d'emplois manufacturiers au Québec



Le dollar canadien (ligne verte, valeur exprimée en cents) a commencé à prendre de la valeur par rapport au dollar US en 2003, une tendance si forte que le dollar canadien a atteint la parité ou la quasi-parité entre juin 2007 et septembre 2008 pour redescendre par la suite, quand la crise a définitivement frappé et que le cours du pétrole a baissé. Mais le dollar canadien baisse au moment même où les acheteurs étrangers ont les poches vides, donc peu d'espoir de relance des exportations avant quelque temps.

Pour ce qui est des emplois dans le secteur manufacturier au Québec (la ligne jaune représente le nombre d'emplois manufacturiers en dizaines de milliers), après en avoir perdu 14 500 en 2005, puis 34 400 en 2006, et encore 38 100 en 2007, son nombre tend à se stabiliser en 2008, comme l'indique le redressement de la ligne rouge.

C'est probablement signe que les entreprises manufacturières, après avoir souffert considérablement de l'appréciation rapide du dollar canadien, se sont adaptées à la nouvelle situation, moins d'un an après que le dollar canadien ait atteint la parité avec le dollar US. D'autre part, si le secteur manufacturier ne fournit plus que 15,4 % de l'emploi total en 2006, sa part relative dans le PIB demeure plus élevée, avec 18,9 %. C'est donc dire qu'en moyenne, chaque emploi dans le secteur manufacturier produit une plus forte valeur ajoutée que les emplois dans les autres secteurs. Comme ce sont aussi généralement des emplois de qualité, la CSD a fait de la défense des emplois de ce secteur une de ses priorités d'action.

Ce sont bien sûr les services qui ont la part relative dans le PIB la plus forte avec 69,1 %. Viennent ensuite les secteurs des mines, de la construction et des services publics, avec 10,3 %, et les secteurs de l'agriculture, de la forêt, de la chasse et de la pêche, avec 1,8 % (voir le Tableau comparatif – Produit intérieur brut (PIB) par industrie : part relative, sur le site de l'Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca).

Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB)

	Variations du PIB en volume		
	2007	moyenne composée 2003-2007	prévisions pour 2008
Québec	2,4	2,0	1,5
Canada	2,7	2,7	1,2
États-Unis	2,2	2,8	1,2

La croissance économique, exprimée par la variation en volume du PIB, qui équivaut à la valeur de tous les biens et services produits dans une année à l'intérieur des frontières du Québec, a été somme toute conforme aux prévisions en 2007. Les prévisions étaient d'une croissance de 2,5 %, alors qu'elle s'est chiffrée à 2,4 %, un peu en-deçà de la croissance canadienne (2,7 %), mais au-dessus de la croissance aux États-Unis (2,2 %), aux prises avec une crise hypothécaire grave. La croissance annuelle moyenne en termes réels – c'est-à-dire après avoir tenu compte de l'inflation – durant les cinq dernières années (2003-2007) aura donc été de 2,0 % au Québec. C'est plus faible que la croissance sur cinq ans au Canada (2,7 %) ou aux États-Unis (2,9 %).

Par contre, la croissance au Québec et au Canada sera affectée cette année par le ralentissement économique qui touche notre plus important partenaire commercial, les États-Unis, et ne devrait pas dépasser 1,5 %. Les prévisions de croissance ont été revues plusieurs fois depuis le début 2008, chaque fois à la baisse.

Le taux d'activité

	2005	2006	2007	2008
Québec	65,8	65,6	65,5	65,6
Ontario	68,4	68,0	67,7	68,0
Canada	67,5	67,2	67,2	67,6

Après avoir fléchi légèrement en 2006, le taux d'activité s'est un peu redressé en 2007 puis se stabilise en 2008. Comme le taux d'activité représente le pourcentage des personnes en emploi ou en recherche d'emploi par rapport à la population des 15 ans et plus, l'augmentation de ce taux constitue un bon indicateur de la perception que les gens ont de la vitalité de l'économie. La crise n'affecte donc pas encore la perception que les gens ont de trouver un autre emploi s'ils devaient avoir à en chercher un. Encore une fois, les moyennes annuelles masquent les variations mensuelles : le taux d'activité est légèrement à la baisse dans les derniers mois de l'année 2008, mais rien de bien dramatique.

La moyenne des augmentations de salaires négociées au Québec en 2007

	Moyenne des augmentations de salaire NÉGOCIÉES	Moyenne des augmentations de salaires RÉELLES
Ensemble des salariés	2,3 %	+0,7 %
• cols bleus	25 %	+0,9 %
• cols blancs	2,2 %	+0,6 %
Secteur public	2,2 %	+0,6 %
• municipal	2,3 %	+0,7 %
• provincial	2,3 %	+0,7 %
• fédéral	2,4 %	+0,8 %
Secteur privé	2,5 %	+0,9 %
Type de produits		
• biens	2,2 %	+0,6 %
• services	2,4 %	+0,8 %
• construction	3,1 %	+1,5 %
Taille de l'unité		
• 500 salariés et plus	2,7 %	+1,1 %
• 200 à 499 salariés	2,3 %	+0,7 %
• moins de 200 salariés	2,3 %	+0,7 %

TAUX D'INFLATION : 1,6 % EN 2007

Pour une deuxième année consécutive, toutes les catégories de salariés syndiqués ont réussi à améliorer leur pouvoir d'achat en 2007 et, encore une fois, ceux qui s'en tirent le mieux sont les salariés de la construction et ceux des grandes entreprises privées. Depuis 2003, les augmentations versées dans le secteur privé ont toujours été plus élevées que celles versées dans le secteur public.

Le taux horaire minimum

	Taux général	Taux pour les salariés à pourboire
1^{er} mai 2008	8,00 \$	7,25 \$
1^{er} mai 2008	8,00 \$	7,25 \$

Une fois n'est pas coutume, le ministre du Travail a annoncé une hausse de 0,50 \$ du salaire minimum, celui étant passé de 8,00 \$ à 8,50 \$ l'heure, le 1^{er} mai dernier. Il s'agit d'une augmentation de 6,25 %, alors qu'on nous avait habitués à des hausses d'environ 2 %.

Le taux payable aux salariés de certains secteurs de l'industrie du vêtement, lui, est passé de 8,25 \$ à 8,50 \$ l'heure. Quant aux cueilleurs de petits fruits payés au rendement, ils bénéficieront d'une augmentation proportionnelle à celle accordée aux travailleurs rémunérés au taux général du salaire minimum.

L'augmentation profitera à un plus grand nombre de travailleuses et de travailleurs cette année, soit 254 000 personnes, tout simplement parce que la hausse est plus substantielle que d'habitude et que tous ceux qui gagnaient à peine plus que le salaire minimum sont rejoints par la mesure. Il s'agit, comme d'habitude, des salariés évoluant pour la plupart dans le secteur des services, soit le commerce de détail, l'hébergement et la restauration.

Au Québec, on estime que près de 6 % des travailleurs sont rémunérés au salaire minimum. Rappelons que le taux général de salaire minimum est de 8,75 \$ en Ontario depuis le 31 mars 2008 et qu'il augmentera à 9,50 \$ le 31 mars 2009, puis à 10,25 \$ le 31 mars 2010.

Lors de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale des 14, 15 et 16 janvier 2009, on apprenait que le salaire minimum allait augmenter d'un autre 50 cents à compter du 1^{er} mai prochain, une augmentation de 5,88 %. ●

Le taux de chômage

	2005	2006	2007	2008
Le Canada	6,8	6,3	6,0	6,1
Le Québec	8,3	8,0	7,2	7,2
Montréal-métropolitain	8,7	8,4	7,0	7,4
Québec-métropolitain	5,6	5,2	5,0	4,5
Saguenay	9,9	8,8	8,8	8,5
Sherbrooke	7,3	7,9	6,4	6,2
Trois-Rivières	9,3	8,1	7,8	8,0

Après avoir atteint de bas niveaux historiques au Québec et au Canada en 2007, et même dans les premiers mois de 2008, le taux de chômage, malgré la crise, ne montre toutefois pas encore de signe affolant, bien qu'il soit à la hausse dans les derniers mois de l'année, aussi bien au Québec que dans l'ensemble du Canada. Certaines régions métropolitaines de recensement améliorent par contre leur situation dans la deuxième moitié de 2008 par rapport à la première moitié : c'est le cas de Saguenay, de Trois-Rivières et de Québec.

Le taux d'inflation

	2004	2005	2006	2008
Canada	2,2	2,0	2,2	2,5
Québec	2,3	1,7	1,6	2,1
Montréal-métropolitain	2,2	1,8	1,6	2,0
Québec-métropolitain	2,2	1,7	1,3	2,0

Encore une fois, les moyennes ne disent pas tout. Les données pour 2008 calculées dans le tableau ci-haut cachent en fait une hausse devenue inquiétante dans le troisième trimestre de l'année (alors que le taux a atteint 3,5 % au Canada), mais qui s'est résorbée à compter d'octobre à la suite de la chute des cours du pétrole due elle-même à la chute de la demande de produits pétroliers à cause du ralentissement de l'activité économique un peu partout sur la planète. Les pressions inflationnistes étaient causées par la hausse du prix des carburants et par celle du prix des aliments en partie due à l'utilisation du maïs pour produire de l'éthanol.

Ah oui, seul le gouvernement Bush refuse de reconnaître que la production d'éthanol à partir du maïs cause la hausse du prix des denrées alimentaires. La Banque mondiale le reconnaît (voir *La Presse* du 5 juillet 2008, « Selon la Banque mondiale, les biocarburants, grands responsables de l'envolée des prix alimentaires »), les différentes agences de l'ONU aussi et depuis plus longtemps encore. Quand il avait annoncé l'accroissement de la production des biocarburants, dans son discours sur l'état de l'union du 31 janvier 2006, George W. Bush disait que c'était une des mesures que son gouvernement allait adopter pour réduire la dépendance des États-Unis envers le pétrole qui, a-t-il ajouté, provient le plus souvent de parties instables du globe. Une des autres mesures en ce sens a été bien sûr de faire pression pour que l'extraction de pétrole des sables bitumineux soit quintuplée en un cours laps de temps, ce qui, en retour, a entraîné l'envolée du dollar canadien étant donné que son économie du Canada pouvait fournir une des choses les plus en demande sur le plan mondial, du pétrole.